

42 - Vie Associative - Deuxième attribution de subventions 2012

M. FOUSSERET, Maire, Rapporteur : Il est proposé d'allouer des subventions aux associations suivantes au titre de leurs diverses activités :

Association	Nature activité	Versé 2011	Proposition 2012
ANIMATIONS DE QUARTIER			
Avenue du Part-âge	Animation du quartier, chasse à l'œuf, loisirs, participation cavalcade, convivialités	1 000 €	995 €
Planoise Avenir	Animation du quartier, vide-greniers, voyages	1 000 €	1 000 €
Etoile sportive de Saint-Ferjeux	Sports et animations du quartier	1 000 €	1 000 €
Comité des Fêtes	Animations d'été, spectacles folkloriques au Kursaal	0 €	3 000 €
La Grosse Entreprise	Promotion du spectacle vivant en particulier des arts de la rue	0 €	2 500 €
JEUNESSE			
Jeunes sapeurs-pompiers volontaires	Préparation des jeunes pompiers de 13 à 17 ans	800 €	800 €
SOLIDARITE CIVISME			
Au bonheur des chats libres	Stérilisation des chats errants	600 €	200 € (600 € déjà versés)
RECIDEV	Sensibilisation au développement durable et à la solidarité internationale	2 000 €	2 000 €
Association Vélo Besançon	Promotion de l'usage de la bicyclette, sensibilisation des cyclistes à la sécurité	0 €	200 €
CULTURE ET LOISIRS			
Voyons où la philo mène	Organisation de week-ends philosophiques	0 €	500 €

En cas d'accord sur ces propositions, la somme totale, soit 12 195 €, sera prélevée sur la ligne 65.025/6574 CS 47047.

Proposition

Le Conseil Municipal est invité à statuer sur ces propositions.

«M. Philippe GONON : J'ai longtemps hésité à voter ce point 42 mais grâce aux explications de Béatrice RONZI, j'ai pu comprendre l'utilité de cette subvention de 600 € pour l'association qui milite pour le bonheur des chats libres ; je voterai donc cette subvention globale. Mais simplement je voudrais profiter de ce point 42 sur les subventions à la Vie Associative pour parler d'un point qui m'est venu à l'esprit lorsque j'ai visité pendant ces Journées du Patrimoine la Grange Huguenet. J'ai eu la chance de participer à la visite par l'un des propriétaires actuels qui nous a expliqué les nombreuses difficultés qu'il avait à entretenir notamment ce magnifique parc qui, je le rappelle, est le plus grand espace vert privé de la Ville de Besançon. C'est là où Louis XIV aurait posé son épée pour déjeuner pendant le siège de 1674, après la forêt de Chailluz, du centre-ville...

M. LE MAIRE : On dit même qu'il a fait autre chose que poser son épée...

M. Philippe GONON : ...pour la décence de nos propos je m'en tiendrai à l'épée, et simplement le propriétaire nous a expliqué très directement qu'il avait effectivement du mal à entretenir ce parc qui a des arbres fragilisés par le temps et cela lui coûte extrêmement cher. Il m'a dit que la Ville de Besançon avait un problème de convention avec lui qui l'empêchait d'intervenir. Simplement Monsieur le Maire je voudrais attirer votre attention sur l'importance pour le patrimoine bisontin de conserver ce parc en état et si vous pouviez faire un petit quelque chose, ça ne va pas chercher très très loin, il ne demande pas des choses extraordinaires.

M. LE MAIRE : Ce n'est pas exactement comme cela que les choses se passent. Cette zone est une zone classée inconstructible au niveau du PLU, donc ce lieu sera préservé. Maintenant il s'agit d'un bien privé et je ne peux pas faire payer les Bisontins pour entretenir un bien privé. Si effectivement ce Monsieur veut que l'on entretienne, et c'est possible on l'a déjà fait, il faut qu'il accepte par ailleurs que ce lieu s'ouvre et soit utilisé par tout le monde, faute de quoi la Ville n'a pas à entretenir...

M. Philippe GONON : Tout à fait. Je pense qu'il est prêt...

M. LE MAIRE : Ecoutez, c'est un peu plus compliqué que cela...

M. Philippe GONON : La Région et le Conseil Général sont intervenus au niveau de l'Association des Amis de la Grange Huguenet pour payer par exemple une partie de la réfection de la toiture, donc je pense qu'il y a des biais que l'on peut trouver pour améliorer ce parc.

M. LE MAIRE : Moi je veux bien mais je dis simplement que nous avons déjà beaucoup de mal pour entretenir l'ensemble de notre patrimoine à nous... Monsieur GONON écoutez-moi, vous me posez des questions et vous ne m'écoutez pas... donc je pense que nous sommes tout à fait ouverts à cela, nous le faisons d'ailleurs dans d'autres lieux, encore faut-il qu'en échange de ce que nous allons mettre comme argent là-bas, on accueille les enfants, les classes, on l'ouvre le week-end, c'est tout. J'invite le propriétaire à rencontrer Françoise PRESSE et discuter avec elle de tout cela mais on ne peut pas aller entretenir des lieux qui ne nous appartiennent pas, je n'ai pas la possibilité de le faire. Beaucoup de lieux de ce type-là ont été donnés à la Ville par des personnes qui ne pouvaient plus les entretenir, c'est aussi une possibilité. Je ne dis pas qu'il faut le faire dans ce cas-là mais il faut que des conventions soient passées, ce Monsieur n'a jamais demandé à me rencontrer donc sa demande doit être récente...

Mme Martine JEANNIN : C'est avenue Montrapon donc dans mon quartier. J'avais écrit à M. l'Adjoint DAHOUI il y a plus d'un an, presque deux ans à ce sujet ; il m'avait fait également cette réponse en me disant qu'il s'agissait d'un parc privé et je crois savoir également qu'il y a un problème d'héritage, en indivision, tout n'est pas réparti, voilà.

M. LE MAIRE : En tout cas sachez que ce bien, la Ville a fait ce qu'elle devait faire, c'est-à-dire que la Ville l'a protégé d'un point de vue urbanisme, ce lieu est protégé. C'est une zone, un espace naturel boisé et classé je pense, c'est protégé. Maintenant, si les propriétaires veulent effectivement en faire profiter la population du quartier, bien volontiers, nous interviendrons à ce moment-là mais dans le cadre d'une convention, nous n'avons pas de raison d'intervenir s'il n'y a pas d'échange de réciprocité.

Je mets au vote ce rapport. Il n'y a pas d'oppositions, d'abstentions ? C'est adopté».

Après en avoir délibéré et sur avis favorable unanime de la Commission n° 8, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide d'attribuer les subventions proposées.

Mme FALCINELLA n'a pas pris part au vote.

Récépissé préfectoral du 28 septembre 2012.